

PLAN LOCAL D'URBANISME

PPRT DU SITE BUTAGAZ

Historique de l'élaboration du PLU :

Mis en révision le----- 27/06/2013

PADD débattu le----- 23/06/2016

Document arrêté le ----- 17/11/2016

Document approuvé le----- 30/06/2017



CYCLADES
Espace Valette
735 Rue du Lieutenant Parayre
13 858 AIX-EN-PROVENCE



NATURALIA - AGENCE Rhône-Provence
Site Agropac
Rue Lawrence Durrell BP 31 285
84 911 AVIGNON



28 JUIN 2016

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par: M.ARGUIMBAU

Tél.: 04.84.35.42.68

n° 150-2009-PPRT/7

ARRETE

**portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de
l'établissement BUTAGAZ situé sur la commune de ROGNAC**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-25 et R.515-39 à R.515-50,
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-60, L.211-1, L.230-1, L.300-2,
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 modifiée relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU l'arrêté du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement Butagaz implanté sur le territoire de la commune de Rognac,
- VU l'arrêté n°150-2009-PPRT/1 du 10 novembre 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société Butagaz situé sur la commune de Rognac,
- VU les arrêtés n°150-2009-PPRT/2 du 5 mai 2011, n°150-2009-PPRT/3 du 31 octobre 2012, n° 150-2009-PPRT/4 du 17 avril 2014 et n°150-2009-PPRT/5 du 26 octobre 2015 prolongeant le délai de prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT),

- VU l'arrêté préfectoral n°242-2012 CSS du 08 mars 2013 portant création de la Commission de Suivi de Site (CSS) notamment pour l'établissement Butagaz sur la commune de Rognac,
 - VU le projet de PPRT élaboré conjointement par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône, soumis à l'avis des Personnes et Organismes Associés et présenté à l'enquête publique,
 - VU le courrier préfectoral du 15 septembre 2015 sollicitant l'avis des Personnes et Organismes Associés,
 - VU l'avis favorable de la CSS en date du 1er octobre 2015 sur le projet de PPRT de Butagaz à Rognac,
 - VU les avis des Personnes et Organismes Associés transmis en préfecture des Bouches du Rhône,
 - VU le bilan de la concertation transmis par le Préfet à l'ensemble des POA,
 - VU le dossier d'enquête publique comprenant le projet de PPRT susvisé, le bilan de la concertation ainsi que la synthèse des avis des POA,
 - VU l'arrêté préfectoral n° 150-2009-PPRT/6 du 8 février 2016 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de PPRT autour de l'établissement Butagaz sur le territoire des communes de Rognac et de Vitrolles,
 - VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 21 avril 2016,
 - VU le rapport conjoint en date du 9 juin 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône proposant l'approbation du PPRT dans une version de mai 2016 intégrant les diverses mises à jour fournies tout au long de l'élaboration du PPRT,
 - VU l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 20 juin 2016,
- CONSIDERANT que l'établissement Butagaz à Rognac appartient à la liste prévue à l'article L.515-36 du code de l'environnement,
- CONSIDERANT que l'établissement Butagaz à Rognac est concerné par l'article R.515-39 du code de l'environnement,
- CONSIDERANT qu'une partie du territoire des communes de Rognac et de Vitrolles est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement Butagaz, de type thermique et de surpression, et que ces phénomènes n'ont pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national,
- CONSIDERANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement précise que l'étude de dangers décrit les mesures d'ordre techniques et organisationnels propres à réduire la probabilité d'occurrence et les effets des phénomènes dangereux et d'agir sur leur cinétique,
- CONSIDERANT la nécessité de limiter l'exposition des populations aux conséquences des accidents potentiels autour du site exploité par Butagaz à Rognac par un Plan de Prévention des Risques Technologiques fixant les règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usages,
- CONSIDERANT que les observations faites tout au long de l'élaboration du PPRT et lors de l'enquête publique ne sont pas de nature à remettre en cause le projet de PPRT,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site de l'établissement Butagaz, implanté RN 113 sur le territoire de la commune de Rognac, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- **une note de présentation (mai 2016)** décrivant les installations ou stockages à l'origine du risque, la nature et les intensités de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,
- **un plan de zonage réglementaire** faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L.515-15 et L.515-16 du code de l'environnement,
- **un règlement (mai 2016)** comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L.515-16 du code de l'environnement, ainsi que les mesures de protection des populations prévues au IV du même article,
- **un cahier de recommandations (mai 2016)** comportant des mesures non obligatoires venant compléter les mesures prescrites dans le règlement.

Article 3

Cet arrêté ainsi que le Plan de Prévention des Risques Technologiques sont notifiés, par le Préfet des Bouches du Rhône, aux Personnes et Organismes Associés mentionnés à l'article 5 de l'arrêté préfectoral portant prescription du PPRT susvisé.

Article 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et fait l'objet, dès sa réception, d'un affichage dans les communes de Rognac et de Vitrolles et au siège de la Métropole Aix Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques pendant au moins un mois.

Les maires des communes de Rognac et de Vitrolles et le président de la Métropole Aix Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques attestent de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage adressé au préfet des Bouches-du-Rhône.

Un avis mentionnant l'approbation du PPRT, ainsi que les lieux où les documents peuvent être consultés, est inséré par les soins du préfet, dans un journal local habilité à insérer des annonces légales dans le département.

Article 5

Le présent arrêté et le plan de prévention des risques technologiques sont tenus à la disposition du public en mairies de Rognac et de Vitrolles, à la préfecture des Bouches-du-Rhône, en sous-préfecture d'Istres, au siège de la Métropole Aix Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques et sur les sites Internet de la DREAL Provence-Alpes-Côte-d'Azur à l'adresse: www.paca.developpement-durable.gouv.fr et de la préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Article 6

Le plan de prévention des risques technologiques vaut servitude d'utilité publique. Il doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Rognac et de Vitrolles dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du préfet des Bouches-du-Rhône ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre en charge de l'environnement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille soit directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant quatre mois à compter de la réception de la demande.

Article 8

- le Secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - le Sous-Préfet d'Istres,
 - le Président de la Métropole Aix Marseille Provence,
 - le Maire de Rognac,
 - le Maire des Vitrolles,
 - la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, 28 JUIN 2016

Le Préfet
Stéphane BOUILLON

||




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Plan de Prévention des Risques
Technologiques (PPRT)
Société BUTAGAZ
Communes de Rognac – Vitrolles

Règlement

[Mai 2016]

Le Préfet

Stéphane BOUILLON

SOMMAIRE

Table des matières

Titre I : Portée du PPRT et dispositions générales.....	3
Chapitre 1 : Champ d'application.....	3
Chapitre 2 : Application, mise en œuvre du PPRT et définitions.....	5
Titre II : Réglementation des projets.....	9
Chapitre 1 : Préambule.....	9
Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone grisée « G ».....	10
Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone à risque « R ».....	11
Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone à risque « B ».....	13
Chapitre 5 : Dispositions applicables en zone à risque « b ».....	16
Titre III : Mesures foncières.....	19
Titre IV : Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des populations.....	20
Chapitre 1 : Mesures sur les constructions existantes.....	20
Chapitre 2 : Prescriptions sur les usages.....	21
Chapitre 3 : Mesures de sauvegarde et d'information des populations.....	23
Titre V : Servitudes d'utilité publique.....	24

Titre I : Portée du PPRT et dispositions générales

Chapitre 1 : Champ d'application

Article 1 : Champ d'application

Le présent règlement du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) lié à la société BUTAGAZ, sise sur la commune de Rognac, s'applique aux différentes zones situées à l'intérieur du Périmètre d'Exposition aux Risques (PER), cartographiées sur le plan de zonage réglementaire. Les communes de Rognac et Vitrolles sont concernées par l'application des dispositions qui suivent.

Le PPRT a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir sur les installations soumises à autorisation, classé SEVESO Seuil Haut, exploitées par la société BUTAGAZ, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique directement ou par pollution du milieu (article L. 515-15 du code de l'environnement (CE)).

Il permet d'agir sur :

- la réduction de la vulnérabilité des personnes déjà implantées à proximité du site industriel (action sur le bâti existant et mise en œuvre de mesures foncières) ;
- la maîtrise du développement de l'urbanisation future.

Article 2 : Portée des dispositions

En application des articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à toutes constructions et installations ainsi qu'aux usages destinés à limiter les conséquences d'accidents susceptibles de survenir au sein de l'établissement BUTAGAZ.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre :

- des constructions, infrastructures ou équipements nouveaux,
- des extensions, des aménagements (avec ou sans changement de destination sur les constructions) sur des constructions, équipements, aménagements existants, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Il définit :

- des règles d'urbanisme ;
- des règles de construction dont la mise en œuvre est placée sous la responsabilité des

pétitionnaires ;

- des règles d'exploitation et de gestion ;
- des mesures de prévention, protection et de sauvegarde, pouvant aller jusqu'à la réalisation de travaux sur les logements existants.

Les maîtres d'ouvrages (privés ou publics) s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt du permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets sont responsables des études et des dispositions qui relèvent du code de la construction et de l'habitation (CCH) en application de son article R. 126-1 et du présent règlement.

Les biens existants dans les zones à risques du PPRT sont concernés de même par l'application du présent règlement. Dans le cadre des mises en conformité, les travaux non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Par extension, l'ensemble des projets, non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable, sont réalisés sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article 3 : Le plan de zonage et son articulation avec le règlement

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le présent PPRT délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, des zones de réglementation définies en fonction du type de risques, de leur intensité, de leur probabilité, de leur cinétique, mais aussi à partir des orientations stratégiques déterminées par les acteurs du PPRT. La délimitation de ces zones est expliquée dans la note de présentation du PPRT.

Le plan de zonage réglementaire comprend :

- une zone d'interdiction stricte « G » correspondant à l'emprise clôturée de l'établissement à l'origine du risque (aussi dénommée « entreprise source » ;
- une zone d'interdiction stricte « R » ;
- une zone d'autorisation limitée « B », divisée en 2 sous-zones « B1 » et « B2 » ;
- une zone d'autorisation sous conditions « b », divisée en 4 sous-zones « b1 », « b2 », « b3 », « b4 ».

La carte de zonage réglementaire du PPRT est cartographiée sur un fond cadastral. Chaque zone réglementaire est identifiée par un code de type « lettre » ou « lettre – chiffre ». Les critères et la méthodologie qui ont prévalu à la détermination de ces zones, sont exposés dans la note de présentation du présent PPRT.

Dans ces zones, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages, ainsi que les constructions

nouvelles et les extensions des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à l'urbanisme, à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

Des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication sont également prescrites dans ces zones.

Dans ces zones, les collectivités compétentes peuvent instaurer un droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme (CU). Cette mesure est détaillée dans le titre III article 1.

Article 4 : Le règlement et les recommandations

Le PPRT comporte des recommandations explicitées dans le cahier de recommandations auquel il convient de se reporter pour connaître les dispositions préconisées :

- dans les zones réglementées, pour les projets de travaux ou d'aménagement exposés à plusieurs effets, lorsque pour l'un d'eux, le niveau d'aléa n'engendre pas de prescriptions ;
- en ce qui concerne certains usages dans le périmètre d'exposition aux risques et notamment pour ce qui concerne l'utilisation des terrains nus.

Chapitre 2 : Application, mise en œuvre du PPRT et définitions

Article 1 : Effets du PPRT

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L. 515-23 du code de l'environnement).

Il est porté à la connaissance des collectivités compétentes en matière d'urbanisme dans le périmètre du plan en application de l'article L. 132-2 du code de l'urbanisme et doit être annexé aux documents d'urbanisme en vigueur des communes de Rognac et de Vitrolles par une procédure adaptée dans un délai de trois mois à compter de son approbation par le Préfet, conformément à l'article L. 153-60 du code de l'urbanisme.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article 2 : Evolution du PPRT

Le PPRT peut faire l'objet d'une révision ou d'une modification simplifiée dans les conditions prévues par l'article L. 515-22-1 du code de l'environnement notamment sur la base d'une évolution de la connaissance des risques générés par l'établissement à l'origine du PPRT.

Article 3 : Les infractions au PPRT

La mise en œuvre des prescriptions édictées par le PPRT relève de la responsabilité :

- des maîtres d'ouvrage pour les projets ;
- des propriétaires de logements, exploitants et utilisateurs, dans les délais que le plan détermine, pour l'existant.

Les infractions aux prescriptions du PPRT concernant les constructions nouvelles ou les extensions de constructions existantes sont sanctionnées conformément à l'article L. 515-24 du code de l'environnement et peuvent induire les peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Principes généraux et définitions

Dans le périmètre d'exposition aux risques, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et d'assurer ainsi la sécurité des personnes, toutes les possibilités pour réduire la vulnérabilité des constructions, des installations, des infrastructures, des équipements et des usages existants à la date de publication du présent règlement devront être mises en œuvre.

Il est indispensable pour un maître d'ouvrage de prendre connaissance de la totalité du règlement d'une zone, avant de concevoir un projet.

Les définitions qui suivent sont essentielles pour la bonne compréhension du règlement du PPRT.

« Extension » :

Une extension, au sens du présent règlement, est soit une construction en continuité de la construction existante, soit un bâtiment constituant une dépendance d'un bâtiment à usage principal d'habitation et dont l'usage ne peut donc être qu'accessoire à celui-ci (par exemple ateliers, abris à bois, abris de jardin, locaux techniques, (chaufferies, filtrations...) préaux, abris ou garages (véhicules, cycles...)). Le bâtiment constituant une dépendance d'un bâtiment à usage principal d'habitation ne peut à lui seul constituer un logement, ni servir de local artisanal, ou commercial, ou de siège à toute autre activité.

« Équipement d'intérêt général » :

Équipement destiné à un service public (alimentation en eau potable y compris les forages, assainissement, épuration des eaux usées, réseaux, équipement de transport public de personnes...).

« ERP » :

Établissement recevant du public, au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation. La « capacité d'accueil » au titre du PPRT est considérée égale à celle définie par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

« ERP difficilement évacuable » :

On entend par bâtiment difficilement évacuable un bâtiment dont les occupants n'ont pas, compte-tenu de la durée de développement des phénomènes dangereux considérés, le temps suffisant pour évacuer le bâtiment et pour quitter la zone des effets considérés.

On considère 2 types d'ERP difficilement évacuables :

- Établissements difficilement évacuables en raison de la vulnérabilité et de la faible autonomie ou capacité de mobilité des personnes : crèches, établissements scolaires, établissements de soins, structures d'accueil des personnes âgées, ou autre (prisons, etc.) ;
- Établissements difficilement évacuables en raison du nombre important de personnes : grandes surfaces commerciales, lieux de manifestation (stades, lieux de concert et de spectacle...) ou autres.

« Nouveau logement » :

Sous-ensemble d'une construction, qui dispose d'un niveau d'équipement suffisant pour permettre à son/ses occupant(s) d'y vivre en autonomie (ex : studio dans une maison d'habitation, appartement dans une annexe, etc.).

« PER » ou Périmètre d'exposition au risque :

Secteur concerné par les aléas du PPRT, délimité par un trait épais rouge sur la carte de zonage réglementaire.

« Projet »:

Réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et extension, changement de destination ou reconstruction des constructions existantes, au sens de l'article L. 515-16-I du code de l'environnement.

« Unité foncière » :

L'unité foncière est définie comme un îlot de propriété d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

Concernant les droits à bâtir, lorsqu'il est fait référence à l'unité foncière, ces mêmes droits s'appliquent seulement à la superficie du terrain ou de l'unité foncière compris dans la zone concernée.

« Surface de plancher » :

Se substitue tout à la fois à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON).

La surface de plancher s'entend comme la somme des surfaces de planchers closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs.

Le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, publié au JO du 31 décembre 2011, fixe les conditions dans lesquelles pourront être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que 10 % des surfaces de planchers des immeubles collectifs.

« Activités sans fréquentation permanente » :

Les activités pouvant être considérées comme sans fréquentation permanente regroupent toutes les constructions, installations, ouvrages, équipements au sein desquels aucune personne n'est affectée en poste de travail permanent, c'est-à-dire des activités ne nécessitant pas la présence de personnel pour fonctionner. La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles (opérations de maintenance par exemple).

À titre d'exemple, les activités suivantes peuvent entrer dans le champ d'application du présent paragraphe, sous réserve du respect des critères précédents, et de la réglementation spécifique leur étant applicable :

- les stations d'épuration automatisées,
- les fermes photovoltaïques,
- les éoliennes,
- les installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif, telles que réseaux d'eau, d'électricité, transformateurs, pylônes, antennes téléphoniques, canalisations, etc.

Titre II : Réglementation des projets

Chapitre 1 : Préambule

Article 1 : Définition de « projet »

On entend par « projet » la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes.

Dans le présent règlement, on distingue :

- **les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé à la date d'approbation du PPRT** : (par exemple : extension d'habitation autorisée à la date d'approbation du PPRT, création de piscines, abris bois, garages, pool-house).
- **les projets nouveaux** : tout projet étant lié à une construction ou un aménagement autorisé après la date d'approbation du PPRT. (par exemple : projet sur terrain nu, projet lié à une construction ou un aménagement autorisé après la date d'approbation du PPRT).

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle ou le changement de destination des constructions existantes soit en interdisant, soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :

- de ne pas augmenter de manière sensible la population exposée aux risques ;
- limiter la capacité d'accueil, la fréquentation, et la population exposée ;
- protéger les personnes en cas d'accident par des règles de construction appropriées.

Article 2 : Utilisation du règlement

Un projet est réalisable :

- s'il n'est pas interdit dans le paragraphe « interdiction » et s'il respecte les conditions énumérées dans le paragraphe « prescriptions » ;
- ou s'il est cité dans le paragraphe « autorisations sous conditions ».

Article 3 : Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, tout projet soumis à permis de construire ou déclaration préalable autorisé dans le cadre du présent Titre II le sera sous réserve de réalisation d'une étude préalable à la construction permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.

Ces conditions devront répondre aux objectifs de performance définis dans l'article relatif aux règles de construction et aux prescriptions d'urbanisme.

Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone grisée « G »

La zone grisée correspond à l'emprise foncière de la société gestionnaire des installations à l'origine du risque, actuellement BUTAGAZ. Cette zone n'a pas vocation à accueillir des constructions, des installations ou d'autres locaux habités et/ou occupés par des tiers.

Article 1 : Les projets nouveaux

Article 1.1 : Interdiction

Toutes les constructions, installations et infrastructures nouvelles non autorisées à l'article 1.2 suivant sont interdites.

Article 1.2 : Autorisation sous conditions

Sont autorisés :

- a) les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions ou extensions en lien avec l'activité à l'origine du risque, à l'exception des lieux de sommeil, et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité ;
- b) les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions existantes à la date d'approbation du présent PPRT (par exemple : traitements de façades, réfection des toitures, etc.) ;
- c) l'édification de clôtures.

Article 1.3 : Prescriptions constructives

Sans objet.

Article 2 : Les projets liés à une construction ou un aménagement autorisé(s) à la date d'approbation du PPRT

Article 2.1 : Interdiction

Tout aménagement, extension d'une construction ou installation existante, à l'exception de ceux autorisés à l'article 2.2 suivant, sont interdits.

Article 2.2 : Autorisation sous conditions

Sont autorisés :

- a) les aménagements, ouvrages, constructions ou extensions en lien avec l'activité à l'origine du risque, à l'exception des lieux de sommeil, et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité ;
- b) les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions existantes à la date

d'approbation du présent PPRT (par exemple : traitements de façades, réfection des toitures, etc.) ;

c) l'édification de clôtures.

Article 2.3 : Prescriptions constructives

Sans objet.

Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone à risque « R »

La zone à risque « R » est concernée par un niveau d'aléa « moyen plus » (M+) à « fort plus » (F+) pour les effets de surpression et thermique. Le principe applicable à cette zone est l'interdiction stricte de construire et d'aménager.

Article 1 : Les projets nouveaux

Article 1.1 : Interdiction

Toutes les constructions, installations et infrastructures nouvelles non autorisées à l'article 1.2 suivant sont interdites.

Article 1.2 : Autorisation sous conditions

Sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions définies à l'article 1-3 suivant :

- a) les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement et/ou au développement de l'établissement à l'origine des risques sous réserve du respect des interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation du site fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre de la législation des Installations Classées de l'installation à l'origine du risque ;
- b) tout aménagement, construction, ouvrage ou installation destinés à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise BUTAGAZ ;
- c) tout aménagement, construction, reconstruction, ouvrage ou installation liés à des activités sans fréquentation permanente sous réserve :
 - que la compatibilité des activités avec leur environnement fasse l'objet d'une validation par les services compétents (pas de risque supplémentaire ou d'effets dominos) ;
 - de ne pas être composé de surface vitrée en façade exposée.
- d) toute augmentation de capacité, extension, entretien ou réaménagement des infrastructures ferroviaires existantes, justifiés par un enjeu d'aménagement du territoire et sous réserve de ne pas augmenter la population exposée ;
- e) les nouvelles infrastructures nécessaires à la desserte des nouvelles constructions autorisées ou à l'établissement à l'origine du risque ;
- f) les travaux d'entretien et de gestion courants ;

- g) les travaux d'exhaussement, d'affouillement et/ou de génie civil (par exemple :clôture) ;
- h) les aménagements, construction, ouvrage et installation nécessaires à la lutte contre le risque d'incendie.

Article 1.3 : Prescriptions constructives

Les constructions et bâtiments autorisés aux a, b, c et h de l'article 1.2 sont conçus et réalisés de manière à ce que la protection des personnes soit assurée face à un aléa correspondant :

- à un effet de surpression d'une intensité supérieure à 200 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms ;
- à un effet thermique supérieur à 8 kW/m² pour une durée permanente.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée à l'alinéa précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Article 2 : Les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé(s) à la date d'approbation du PPRT

Article 2.1 : Interdiction

Tout aménagement, extension d'une construction ou installation existante, à l'exception de ceux autorisés à l'article 2.2 suivant, sont interdits.

Article 2.2 : Autorisation sous conditions

Sont autorisés :

- a) l'entretien courant, de remise en état et de verdissement des espaces non urbanisés ;
- b) l'entretien ou l'aménagement des infrastructures routières existantes, dans la mesure où ils n'entraînent pas un allongement substantiel du temps de passage des véhicules dans la zone « R » considérée et où ils contribuent à réduire la vulnérabilité des utilisateurs pour améliorer la desserte et la mise en sécurité du site ;
- c) les aménagements et entretien des ouvrages techniques nécessaires à la lutte contre le risque d'incendie ;
- d) les travaux de réduction de vulnérabilité ;
- e) toute augmentation de capacité, extension, entretien ou réaménagement des

infrastructures ferroviaires existantes, justifiés par un enjeu d'aménagement du territoire et sous réserve de ne pas augmenter la population exposée.

Article 2.3 : Prescriptions constructives

Sans objet.

Article 3 : Conditions d'utilisation de la zone

Sont interdits dans la zone « R » :

- a) la création ou l'aménagement d'itinéraires pédestres (cheminements sportifs, de randonnées, piétons), équestre, de voies cyclables ou de liaisons douces ;
- b) la création d'arrêt ou stationnement de tout type de véhicules susceptibles d'augmenter, même temporairement, le nombre de personnes exposées.

Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone à risque « B »

La zone à risque « B » est concernée par un niveau d'aléa faible pour des effets thermiques et de surpression.

La zone « B » est divisée en deux sous-zones « B1 » et « B2 ».

Dans les zones « B1 », les personnes sont exposées à un aléa de surpression de niveau faible.

Dans les zones « B2 », les personnes sont exposées à un aléa de surpression de niveau faible et d'un effet thermique de niveau faible.

Le principe applicable à ces zones est l'autorisation limitée de construire et d'aménager.

Article 1 : Dispositions urbanistiques applicables aux projets nouveaux

Article 1.1 : Autorisation sous conditions

Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article 1.2, sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions définies à l'article 1.3 et les conditions suivantes :

- les nouvelles constructions d'activités ou d'entrepôt ne présentent pas de logement ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont compatibles avec leur environnement.

Article 1.2 : Interdiction

Sont interdits :

- a) les constructions nouvelles à destination d'habitation individuelle et collective ou en lotissements, à destination de commerces ou d'artisanats susceptibles d'accueillir du public ;

- b) les établissements recevant du public ;
- c) les équipements publics ouverts ;
- d) les bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense, pour le maintien de l'ordre public ;
- e) les infrastructures de transport routier non liées à l'acheminement des secours ou à l'activité de l'entreprise BUTAGAZ ou à la desserte des projets autorisés ;
- f) les infrastructures de transport ferroviaire qui augmenteraient la population exposée.

Article 1.3 : Prescriptions constructives

Effet de surpression :

En zone « B1 » et « B2 », tout nouveau projet autorisé doit assurer la protection des personnes contre les effets de surpression d'une intensité de 140 mbar de type déflagration pendant un temps d'application de 50 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée à l'alinéa précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Effet thermique :

Pour la protection des personnes en sous-zone « B2 » face aux effets thermiques, se reporter au cahier de recommandations.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments des activités sans fréquentation permanente ainsi qu'aux bâtiments techniques ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article 2 : Les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé(s) à la date d'approbation du PPRT

Article 2.1 : Autorisation sous conditions

Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article 2.2, sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions définies à l'article 2.3 et les conditions suivantes :

- a) les extensions et aménagements des constructions nécessaires au développement des activités ou d'entrepôt ne présentent pas de logement ;
- b) les extensions et aménagements des constructions nécessaires au développement des autres activités existantes à la date d'approbation du PPRT n'augmentent pas leur surface bâtie globale de plus de 30% de la surface bâtie à la date

d'approbation du PPRT ;

- c) les aménagements et extensions des habitations existantes ne conduisent pas à augmenter la surface plancher à la date d'approbation du présent plan de prévention des risques de plus de 30 m² ni à créer un nouveau logement dans la limite de 170m² ;
- d) la reconstruction des bâtiments existants ayant subis un sinistre non lié à un phénomène dangereux émanant de l'établissement à l'origine de ce PPRT sans augmentation de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PPRT, sauf à s'inscrire dans les plafonds régissant l'extension des constructions existantes ;
- e) les extensions et aménagements des infrastructures ferroviaires existantes n'augmentent pas la population exposée.

Article 2.2 : Interdiction

Sont interdits :

- les extensions ou aménagements :
 - des établissements recevant du public ;
 - des bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense, pour le maintien de l'ordre public.
- les changements de destination, conduisant à la création :
 - d'établissements recevant du public ;
 - de locaux à usage d'habitation.
- la reconstruction de bâtiments suite à un sinistre dont l'origine est technologique ;
- les infrastructures de transport non indispensables à l'acheminement des secours ou à l'activité de l'entreprise BUTAGAZ ou à la desserte des projets autorisés.

Article 2.3 : Prescriptions constructives

En zone « B1 » et « B2 » tout projet, autre que ceux définis au d) de l'article 2.1, devra assurer la protection des personnes contre un effet de surpression pour une intensité de 140 mbar de type déflagration pendant un temps d'application de 50 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée à l'alinéa précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments des activités sans fréquentation permanente ainsi qu'aux bâtiments techniques ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article 3 : Conditions d'utilisation de la zone

Sont interdits dans la zone « B » :

- la création ou l'aménagement d'itinéraires pédestres (cheminements sportifs, de randonnées, piétons), de voies cyclables ou de liaisons douces ;
- la création d'arrêt ou stationnement de tout type de véhicules susceptibles d'augmenter, même temporairement, le nombre de personnes exposées.

Chapitre 5 : Dispositions applicables en zone à risque « b »

La zone à risque « b » est concernée par un aléa faible pour des effets thermiques et de surpression.

La zone « b » est constituée de quatre sous zones « b1 », « b2 », « b3 » et « b4 ».

Dans les zones « b1 » et « b2 », les personnes sont exposées à un aléa de surpression de niveau faible.

Dans les zones « b3 » et « b4 », les personnes sont exposées à un aléa de surpression de niveau faible et d'un effet thermique de niveau faible.

Le principe applicable à ces zones est l'autorisation limitée de construire et d'aménager.

Article 1 : Les projets nouveaux

Article 1.1 : Autorisation sous conditions

Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article 1.2, sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions définies à l'article 1.3 et les conditions suivantes :

- les surfaces vitrées de chaque façade sont limitées à 20 % de la surface totale de chaque façade ;
- les constructions nouvelles à destination d'habitation ne dépassent pas 170m² de surface de plancher ;
- les constructions nouvelles à destination autre qu'habitation ne dépassent pas 20% de l'unité foncière en emprise au sol.

Article 1.2 : Interdiction

Sont interdits :

- les établissements recevant du public difficilement évacuables ;
- les bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense, pour le maintien de l'ordre public.

Article 1.3 : Prescriptions constructives

Effet de surpression :

En zone « b2 » et « b4 », le projet doit assurer la protection des personnes contre un aléa de surpression, de niveau faible d'une intensité de 50 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms.

En zone « b1 » et « b3 », le projet doit assurer la protection des personnes contre un aléa de surpression, de niveau faible d'une intensité de 35 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celles mentionnées aux alinéas précédents, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Effet thermique :

Pour la protection des personnes en sous-zones « b3 » et « b4 » face aux effets thermiques, se reporter au cahier de recommandations.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments des activités sans fréquentation permanente ainsi qu'aux bâtiments techniques ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article 2 : Les projets liés à une construction ou un aménagement autorisé(s) à la date d'approbation du PPRT

Article 2.1 : Autorisation sous conditions

Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article 2.2, sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions définies à l'article 1.3 et les conditions suivantes :

- les surfaces vitrées de chaque façade créée sont limitées à 20 % de la surface totale de chaque façade ;
- les extensions ou aménagements des habitations existantes ne conduisent pas à la surface de plancher totale à dépasser 170m² ;

- les extensions ou aménagements des biens existants à destination autre qu'habitation ne conduisent pas à augmenter la surface totale de l'emprise au sol à plus de 20% de l'unité foncière.

Article 2.2 : Interdiction

Sont interdits :

- les extensions ou aménagements des bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense, pour le maintien de l'ordre public,
- les changements de destination, conduisant à la création :
 - d'établissements recevant du public difficilement évacuables,
 - de bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense, pour le maintien de l'ordre public.

Article 2.3 : Prescriptions constructives

En zone « b2 » et « b4 » le projet doit assurer la protection des personnes contre un aléa de surpression, de niveau faible d'une intensité de 50 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms.

En zone « b1 » et « b3 » le projet doit assurer la protection des personnes contre un aléa de surpression, de niveau faible d'une intensité de 35 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celles mentionnées aux alinéas précédents, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments des activités sans fréquentation permanente ainsi qu'aux bâtiments techniques ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article 3 : Conditions d'utilisation de la zone

Sont interdits dans la zone « b » la construction ou la délimitation de nouveaux arrêts de transports en commun.

Titre III : Mesures foncières

Afin de réduire le risque à terme, par l'éloignement des populations, le PPRT rend possible la mise en œuvre des instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation :

- le droit de préemption ;
- le droit de délaissement ;
- l'expropriation des biens.

Article 1 : Droit de préemption

Le droit de préemption peut être institué par délibération des communes de Vitrolles et de Rognac sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques délimités sur la carte de zonage réglementaire (article L. 211-1 du code de l'urbanisme et L. 515-16 du code de l'environnement).

Article 2 : Droit de délaissement

Sans objet dans le présent PPRT

Article 3 : Expropriation

Sans objet dans le présent PPRT

Article 4 : Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières

Sans objet dans le présent PPRT

Titre IV : Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des populations

Préambule :

Le présent titre prescrit les mesures de protection des populations face aux risques technologiques (surpression) encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des logements, des ouvrages, des installations et des voies de communication existants à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Ces mesures peuvent notamment être relatives aux mouvements et au stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses et, pour les seuls logements, porter sur la réalisation de travaux de protection. Les prescriptions portant sur la réalisation de travaux peuvent être formulées sous forme d'objectifs de performance.

Lorsqu'un enjeu est situé à cheval sur plusieurs zones, c'est le règlement le plus contraignant de ces zones qui s'applique.

Ces mesures ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas dix pour cent (10 %) de la valeur vénale ou estimée du logement avant l'arrêté de prescription du présent PPRT, dans la limite de 20 000 €.

Les délais mentionnés ci-après s'entendent à partir de la date de signature de l'arrêté préfectoral approuvant le présent PPRT.

Les enjeux concernés par le présent chapitre correspondent à des biens existants à la date d'approbation du PPRT.

Les mesures d'accompagnement financières sont précisées dans la note de présentation.

Dans le cas des effets combinés (thermiques et surpression), le propriétaire peut effectuer une étude approfondie de vulnérabilité afin de déterminer l'impact des aléas sur la totalité du bâtiment et en chaque point de ce bâtiment, et de déterminer les mesures de protection en conséquence à mettre en œuvre (hiérarchisation).

Chapitre 1 : Mesures sur les constructions existantes

Article 1 : Prescriptions applicables en zone « R »

Sans objet.

Article 2 : Prescriptions applicables en zone « B »

Pour les constructions à destination d'habitation existants à la date d'approbation du PPRT, des travaux de réduction de la vulnérabilité doivent être réalisés dans un délai de 8 ans.

Ceux-ci doivent permettre de résister à un aléa de surpression d'une intensité de 140 mbar de type déflagration pendant un temps d'application de 50 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée à l'alinéa précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Article 3 : Prescriptions applicables en zones « b »

Pour les constructions à destination d'habitation existants à la date d'approbation du PPRT, des travaux de réduction de la vulnérabilité doivent être réalisés dans un délai de 8 ans.

Article 3.1 : Prescriptions applicables en sous-zones « b1 » et « b3 »

Les travaux doivent permettre que la surface vitrée de chaque fenêtre ne génère pas de projection de bris de vitre sous un effet de surpression d'une intensité de 35 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée à l'alinéa précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Article 3.2 : Prescriptions applicables en sous-zones « b2 » et « b4 »

Les travaux doivent permettre que la surface vitrée de chaque fenêtre ne génère pas de projection de bris de vitre sous un effet de surpression d'une intensité de 50 mbar de type onde de choc pendant un temps d'application de 100 ms.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée à l'alinéa précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet.

Chapitre 2 : Prescriptions sur les usages

Article 1 : Transport de matières dangereuses

En dehors de ceux strictement nécessaires à l'activité de l'entreprise BUTAGAZ et liés aux temps de réalisation des démarches administratives, le stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses en dehors des limites de l'établissement industriel à risque concerné et sur la voie publique à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques est interdit.

Des panneaux d'informations relatifs à cette interdiction de stationner sont mis en place par les gestionnaires de la voirie, dans un délai d'un an à compter de l'approbation du présent PPRT.

Article 2 : Infrastructures terrestres

Une signalisation de danger industriel, à destination des usagers, est mise en place sur les voiries dans les deux sens de circulation au droit du périmètre d'exposition aux risques.

Cette mesure est assurée par les gestionnaires de voirie, dans un délai d'un an à compter

de l'approbation du présent PPRT.

Le stationnement de campings-car et de caravanes sur la voie publique à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques est interdit. Le stationnement de tout véhicule à moteur est interdit sur la voie publique à l'intérieur de la zone « R ».

Cette mesure est assurée par les collectivités, dans un délai d'un an à compter de l'approbation du présent PPRT.

Article 3 : Transport collectif sur route

La construction ou la délimitation de nouveaux arrêts de bus est interdite à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques.

Les arrêts de bus existants situés dans le périmètre d'exposition aux risques devront être démontés et implantés hors du périmètre dans un délai d'un an après la date d'approbation du PPRT.

Article 4 : Établissements recevant du public

À l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, il est rendu obligatoire dans tous les établissements recevant du public et activités industrielles :

- l'affichage du risque et les consignes de sécurité en cas d'accident industriel, dans un délai de 3 ans à partir de la date d'approbation du présent PPRT ;
- une information annuelle des personnels, salariés et occupants permanents sur le risque existant et la conduite à tenir en cas de crise. La forme que prendra cette information (réunion, plaquette...) est laissée à l'appréciation du responsable de chacun des établissements situé dans le périmètre d'exposition aux risques.

Article 5 : Espaces publics ouverts

Une signalisation de danger industriel à destination des usagers est mise en place par les collectivités concernées sur les espaces publics sportifs, ludiques et socioculturels. La signalisation doit comprendre une mention relative à l'attitude à adopter, par les usagers, en cas d'alerte (déclenchement du Plan Particulier d'Intervention). Cette mesure est assurée par les gestionnaires concernés, dans un délai d'un an à compter de l'approbation du présent PPRT.

L'aménagement de nouveaux espaces publics de proximité ouverts au public est interdite dans le périmètre d'exposition aux risques.

Article 6 : Manifestations sportives et culturelles en plein air

Les manifestations sportives et culturelles de plein air, et plus généralement tout rassemblement de personnes (type marché) sur des terrains aménagés sont interdits à l'intérieur des zones « R » et « B ». ils peuvent être autorisés en « b » à condition d'être ponctuels et exceptionnels.

Article 7 : Organisation de rassemblements

L'organisation de rassemblements, de manifestations sportives, culturelles, commerciales ou autre, sur terrain « nu », c'est-à-dire non aménagé, non construit ou ne supportant pas de voies de communication, public ou privé, ne relève que du pouvoir de police générale du maire ou, le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du préfet.

L'organisation de rassemblements fait donc l'objet de recommandations, détaillées dans le cahier spécifique.

Chapitre 3 : Mesures de sauvegarde et d'information des populations

Les mesures d'accompagnement prévues par le PPRT concerne l'information sur les risques technologiques.

Conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 2003 relative notamment à la prévention des risques technologiques et naturels, tous les deux ans au moins, à compter de l'approbation du présent PPRT, les maires des communes concernées organisent l'information des populations sur l'existence et le contenu du présent PPRT, suivant des formes qui leur paraissent adaptées, et avec le concours, en tant que de besoins, des services de l'État.

Titre V : Servitudes d'utilité publique

Il n'existe pas de servitude d'utilité publique instaurées par l'article L. 515-8 du code de l'environnement et par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense dans le périmètre d'exposition aux risques du présent PPRT.

Plan de Prévention des Risques
Technologiques – BUTAGAZ
Plan de zonage règlementaire

Echelle : 1 / 7000

Historique de l'élaboration du PLU :

Mis en révision le 27 Juin 2013

PADD débattu le 23 Juin 2016

Document arrêté le --- 17 Novembre 2016

Document approuvé le ---- 30 Juin 2017



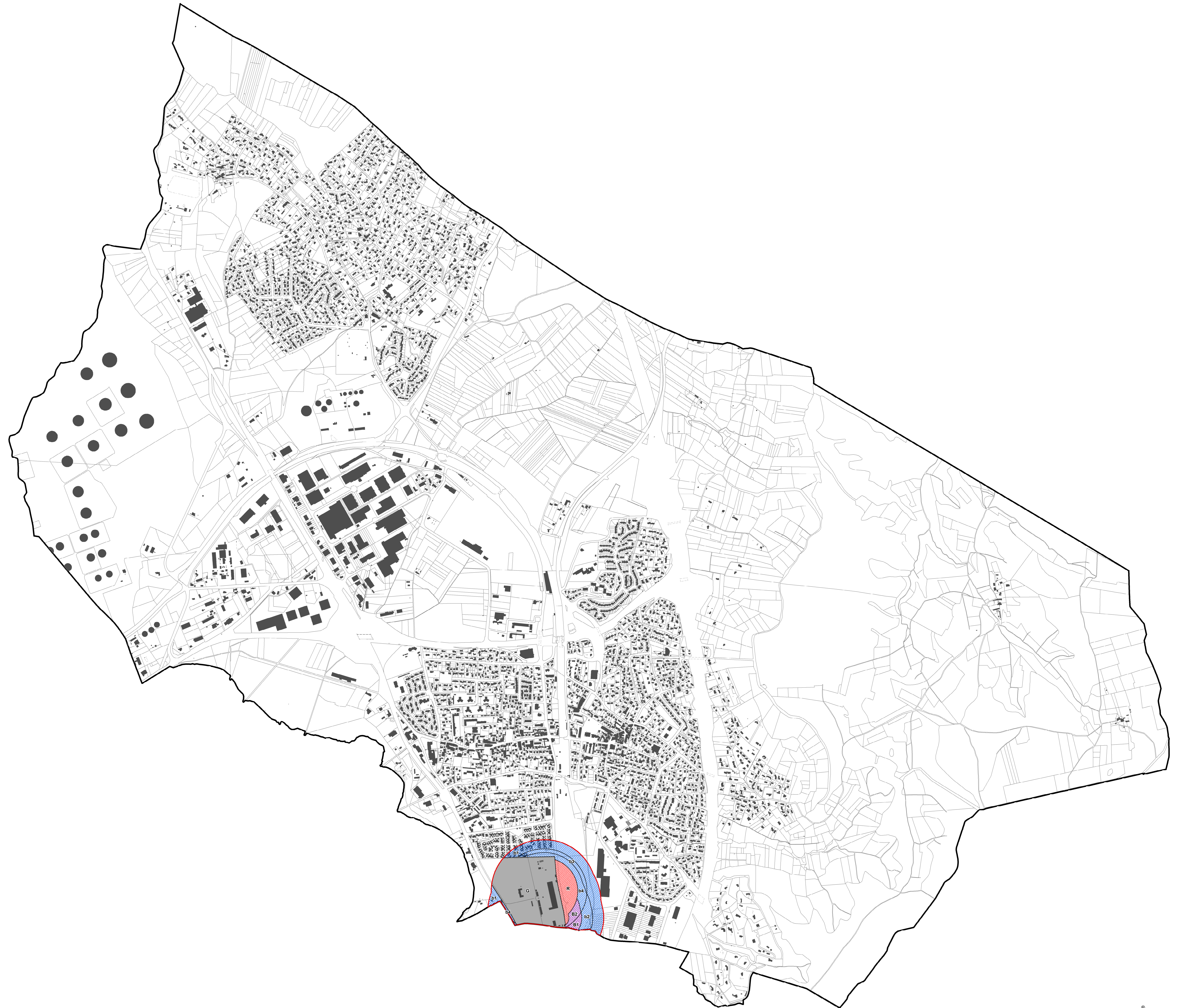
CYCLADES
Espace Valette
735 Rue du Lieutenant Parayre
13 858 AIX-EN-PROVENCE



NATURALIA - AGENCE Rhône-Provence
Site Agropac
Rue Lawrence Durrell BP 31 285
84 911 AVIGNON



0 125 250 500
Mètres



Légende

- Bâti
- Limite communale
- Objets surfaciques divers
- Parcelle
- Périmètre d'exposition aux risques

Zonage règlementaire

- Zone grisée G
- Zone d'interdiction stricte R
- Zone d'autorisation sous conditions B
- Zone d'autorisation sous conditions b